l'eau

udaipur, india.

numéro 102

pour un accès juste à l'eau pour tous

chronique de la résistance locale et globale au contrôle et à la commercialisation de l'eau

Friends of the Earth International

les amis de la terre
secrétariat international

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas
Tél : 31 20 622 1369
Fax : 31 20 639 2181
E-mail : info@foei.org
Site web : www.foei.org

janvier 2003 | **numéro 102**

Friends of the Earth International

Les Amis de la Terre ont des groupes dans les pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Croatie, Curaçao(Antilles) , Chypre, Ecosse, Espagne, Danemark, Equateur, El Savador, Angleterre / Pays de Gales / Irlande du Nord, Estonie, Finlande, France, Georgie, Ghana, Grèce, Grenade, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine(ancienne république yougoslave), Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Papouasie Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchéquie, Togo, Tunisie, Ukraine, USA et Uruguay.

(Prière de contacter le secrétariat ou de visiter notre site web pour les contacts des groupes)

Publiée en janvier 2003 à Amsterdam, Pays-Bas ISBN : 90-0914913-9

link

abonnez-vous à link!

Informez-vous et impliquez-vous dans les campagnes les plus urgentes en matières environnementale et sociale menées de par le monde. Abonnez-vous au magazine ***link*** de la Fédération Internationale des Amis de la Terre.(ATI/FoEI/AdTI)!

voici les tarifs pour 4 numéros, envois compris
personnes individuelles et ONG u$ 20
tiers-monde / groupes locaux u$ 10
compagnies u$ 50

Pour le règlement des frais, veuillez contacter le Secrétariat International [adresse ci-dessus]

pour un accès juste à l'eau pour tous

chronique de la résistance locale et globale au contrôle et à la commercialisation de l'eau

aperçu

pour un accès juste à l'eau 4

la banque mondiale se délecte d'eau 5

la soif du profit 6

gats: encore plus de droits pour les multinationales des eaux 8

eau et chiffres 9

le forum mondial de l'eau: faire de l'eau, l'affaire de tous 10

études de cas

malaisie payez ou on vous coupe 12

uruguay à la recherche d'une protection constitutionnelle pour l'eau 13

indonésie les droits des populations, mis en bouteille et vendus 14

bolivie en direct des lignes de front de la guerre de l'eau 15

bolivie la privatisation tourne mal à cochabamba 16

pérou comment transformer de l'eau en cuivre 17

france haro sur les grands barrages 18

sri lanka à qui appartient la pluie? 19

moyen-orient l'eau guérit les blessures politiques 20

paraguay les communautés se mouillent les mains 21

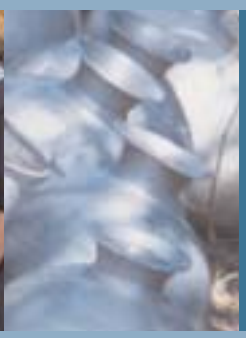
canada trouver des voies douces pour l'eau 22

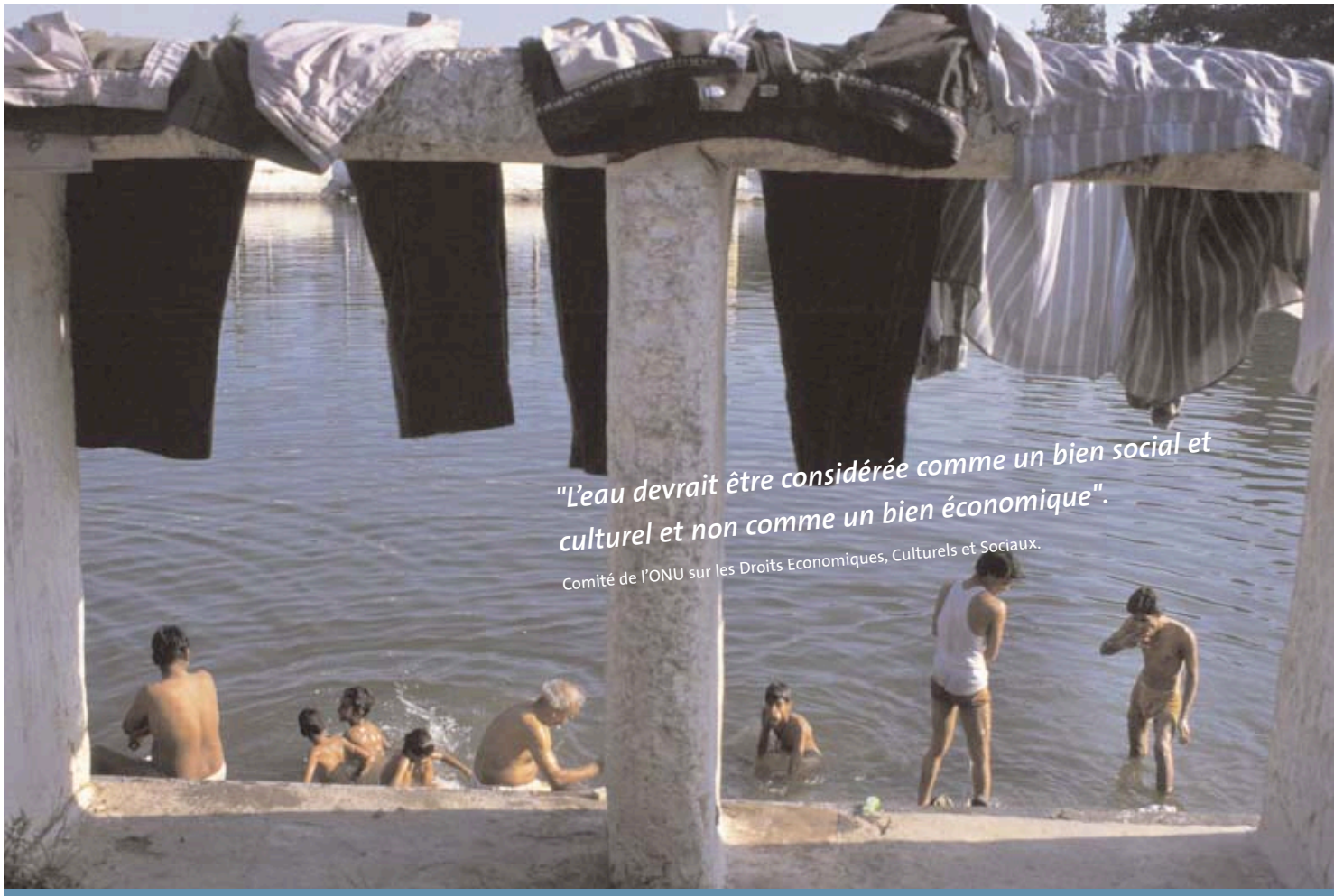
belgique l'aubaine 23

norvège trop de gouttes d'eau inondent le pays 24

australie restaurer les zones humides 25

suisse adieu fleuves canalisés, salut castors! 26





pour un accès juste à l'eau

hemantha withanage, foe sri lanka

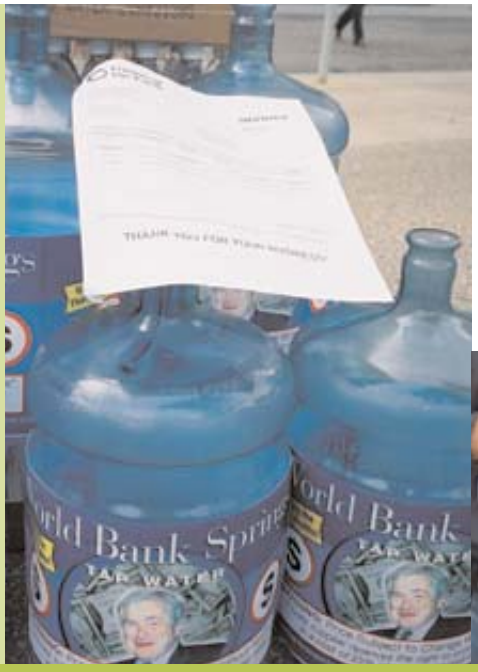
La vie sur terre dépend grandement de l'eau. Il faut en moyenne cinquante litres quotidiens d'eau par personne pour la boisson, la cuisine, la douche, l'assainissement et pour faire pousser des plantes. On constate de grosses inégalités quant à la manière dont cette denrée est consommée dans le monde. Aux Etats-Unis, la moyenne est de 250 à 300 litres quotidiens.

Le somalien moyen se débrouille avec moins de 9 litres par jour. Non seulement l'eau est rare à plusieurs endroits du monde mais elle est aussi souvent polluée, par des activités humaines comme les projets de barrage hydroélectriques à grande échelle ; les pollutions industrielle et urbaine, la déforestation, l'utilisation des pesticides, l'entreposage des déchets et les exploitations minières. Les transformations de l'écosystème à l'échelle globale causées par le changement climatique et la désertification ont aussi leurs impacts sur la disponibilité de l'eau.

La privatisation des sources d'eau à laquelle on assiste un peu partout dans le monde est un problème de plus en plus préoccupant. L'accès à l'eau est un droit de l'homme élémentaire, même si on comprend que la gestion de cette denrée puisse se justifier dans l'intérêt public, en revanche elle ne saurait aucunement faire l'objet de quelque appropriation que ce soit. Les institutions financières internationales de connivence avec les multinationales des eaux sont en train de dégager la voie en conditionnant leurs prêts aux pays pauvres à des promesses de privatisation. Les traités commerciaux y vont aussi de leur côté en exigeant des pays, une libéralisation de leur secteur des eaux afin de l'ouvrir aux investissements privés.

Les pauvres de notre planète ont désespérément besoin des services des eaux et de l'assainissement, mais l'expérience a montré qu'ils ne sont que plus marginalisés quand leurs pays suivent la voie de la privatisation axée sur les compagnies. N'ayant pas les moyens de s'abonner à ces services, ils sont condamnés à consommer des eaux qui leur font courir des risques de contamination.

De part le monde, les groupes les Amis de la terre se battent de diverses manières pour un accès juste à l'eau reflétant ainsi les diverses situations environnementales et politiques dans lesquelles ils évoluent. En guise d'alternative à la privatisation beaucoup d'entre eux proposent de nouveaux modèles basés sur des systèmes collectifs et communautaires qui répondent directement aux besoins des pauvres. D'autres se concentrent sur la réduction et le réutilisation de l'eau sans oublier la restauration des fleuves et des zones humides. Dans nos campagnes pour une utilisation durable et équitable des ressources, nous restons plus que déterminés pour qu'un accès juste à l'eau soit garanti aux populations et en tout lieu.



Les Amis de la Terre livrant d'importantes quantités d'eau de robinet "griffée Banque Mondiale" à James Wolfensohn, le Président de l'institution en septembre 2002. Il y avait aussi une facture de 318 millions de dollars US soit 25 % du budget administratif annuel de la Banque (1,27 milliard) ainsi qu'un taux comparatif aux taux imposés aux pauvre résidents du Cohabamba par le consortium Bechtel.

la banque mondiale se délecte d'eau

foe malaysia

La Banque Mondiale et les autres institutions financières internationales Jouent un rôle clé dans la promotion de la privatisation de l'eau autour du monde. Elles opèrent avec l'appui des accords commerciaux et des géants mondiaux dans ce secteur d'activité.

Dans plusieurs pays développés comme les USA, le Japon, l'Allemagne, la Suède et les Pays-Bas, l'approvisionnement en eau est assuré par le secteur public. Cependant la Banque Mondiale demande à la Malaisie et à plusieurs autres pays endettés de privatiser leurs services des eaux sous le prétexte que nos secteurs publics sont incompétents. Cela signifie en fait que l'usager paiera les coûts pleins des opérations et de la maintenance des services des eaux. Les prix vont grimper et les géants mondiaux du secteur pourront nous asservir.

En mars 2002, la Banque Mondiale et les Nations Unies ont parrainé le deuxième Forum Mondial de l'Eau qui s'était tenu à la Haye et qui a été dominé par les multinationales alimentaires et les multinationale des eaux. La Banque a aussi aidé à la multiplication de toute une horde d'organisations écrans en matière d'eau : le conseil Mondial de l'Eau, la Commission Mondiale de l'Eau pour le 21e siècle et le Partenariat Mondial des eaux. (Voir page 10). Ces organismes servent de cadre pour les affaires entre les grandes compagnies des eaux, les banques multilatérales, les agences et les ONG onusiennes. La Banque réalise que le concept de l'eau comme denrée économique est toujours aussi impopulaire et politiquement inacceptable. Ces partenariats stratégiques permettent donc aux compagnies des eaux de camoufler leurs motivations économiques sous des apparences d'objectifs d'intérêt public.

La Banque Mondiale et les autres bailleurs multilatéraux et régionaux sont puissamment bien placés pour persuader les gouvernements afin qu'ils se conforment avec les agendas en matière de privatisation. Ces institutions sont les seules sources importantes de prêt pour les investissements d'infrastructure dans des pays pauvres comme la Malaisie. Elles posent comme condition "la réforme du secteur public" – la privatisation des compagnies d'Etat – avant de leur octroyer des prêts. Certains des pays les plus pauvres du monde comme le Mozambique, le Bénin, le Niger, le Rwanda, le Honduras, le Yémen, la Tanzanie, le Cameroun et le Kenya ont été forcés de privatiser leurs approvisionnements en eau sous la pression du FMI et de la Banque. Ironie du sont la plupart de ces pays ont du se résoudre à privatiser afin de pouvoir recevoir des crédits rentrant dans le cadre de la Nouvelle Facilité du FMI pour la Réduction de la pauvreté et la Croissance.

Plutôt que de contribuer à réduire la pauvreté, la privatisation de l'eau signifie souvent pour les familles les plus démunies l'impossibilité d'avoir de l'eau potable. Par exemple en Mai 2001, les conditionnalités de la Banque et du FMI ont imposé un bond de 95 pour cent d'augmentation dans les tarifs d'eau au Ghana doublant du coup le prix moyen du sceau d'eau.

Même si la Banque Mondiale clame qu'elle vise à "réduire le gaspillage de cette ressource vitale », la privatisation pourrait conduire à un plus grand gaspillage de l'eau. En 1996, une équipe de la Banque Mondiale conduite par John Briscoe, qui est présentement le conseiller supérieur de la Banque en matière d'eau a critiqué les taux des fuites d'eau situés entre 1 et 5 pour cent en Allemagne dans le secteur public, les jugeant trop bas. Selon sont rapport, il faudrait plutôt permettre à l'eau de s'écouler si ce qu'on débourse pour l'empêcher de s'écouler est plus élevé que le coût auquel on pourrait le vendre avec profit.

Donc quand la Banque insiste que "l'eau doit être considérée comme une denrée économique" cela signifie que si vous êtes assez riche, vous pouvez gaspiller l'eau comme vous voulez. En revanche pour le pauvre l'accès à l'eau ne serait-ce que pour les besoins élémentaires constituera un combat quotidien.

Johannesburg septembre 2002 : sommet de la terre. Manifestation pour l'eau.

la soif du profit

les grosses compagnies sont-elles qualifiées pour approvisionner le monde en eau?

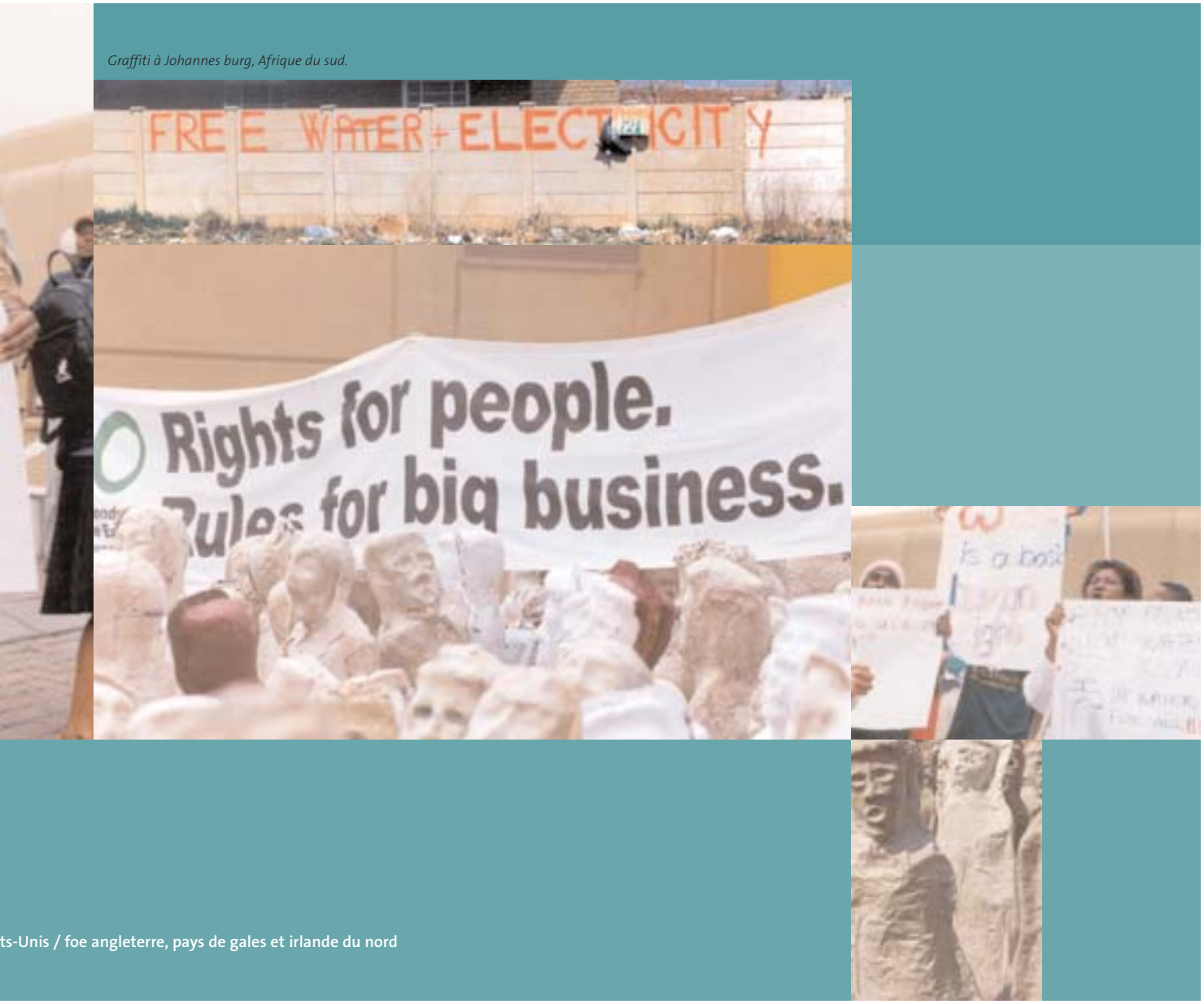
Un nombre ahurissant d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable de par le monde. La consommation mondiale d'eau double tous les 20 ans, soit plus de deux fois le taux de croissance de la population humaine. En d'autres mots, le monde fait face à une crise majeure de l'eau.

Les compagnies multinationales des eaux avancent de plus en plus qu'elles détiennent la réponse aux besoins mondiaux en eau et ce par l'octroi de nouveaux investissements permettant l'extension des services et des réseaux et l'amélioration de la qualité. Cependant, ces dernières années ; la croissance rapide du niveau des investissements privés concernant les services des eaux, dans les pays développés et dans ceux en voie de développement ont été accompagnés par un nombre alarmant d'incidents impliquant la malfaisance et l'irresponsabilité des compagnies. Pire, les charges ont connu une augmentation qui a mis les pauvres sur la touche et ce même dans les endroits où les réseaux des eaux et des égouts s'étaient étendus. Il est rare que des marchés soient suffisamment réglementés dans le but de promouvoir les besoins publics. Les compagnies des eaux ont fait fortement pression souvent à travers de puissants groupes afin d'ouvrir le marché des eaux et d'avoir les réglementations internationales ajustées à dessein.

Les institutions financières internationales dont la Banque Mondiale et le FMI ont appuyé l'expansion des opérations des compagnies à l'échelle globale en pressant les pays à privatiser leurs services des eaux comme pré-condition à l'octroi de prêts et au rééchelonnement de la dette. L'organisation Mondiale du Commerce a aussi entamé il y a peu des négociations visant à libéraliser les services des eaux dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce dans les Services (GATS). Entre-temps, les traités sur les investissements sont brandis par les compagnies des eaux qui essaient de forcer les gouvernements à leur verser des compensations pour des projets de privatisation ayant échoué. Des réglementations similaires en matière des droits des investisseurs ont en train d'être introduites dans de nouveaux accords commerciaux comme la Zone de Libre Echange des Amériques (FTAA). Les négociations portant sur les services et les investissements pourraient contribuer à cimenter les privatisations dans les pays ayant été forcés à privatiser leur eaux et aussi exiger des pays la libéralisation de leurs secteurs des eaux.

Le secteur mondial de la privatisation des eaux est outrageusement dominé par deux multinationales françaises : Suez (anciennement Suez Lyonnaise des Eaux) avec 9 milliards de dollars US de revenu en 2001 et Vivendi Universal avec 12,2 milliards de chiffre d'affaires en 2001. Les deux sont classées parmi les 100 plus grosses compagnies du monde par Global Fortune 500. Elles possèdent ou ont des intérêts dans des compagnies des eaux dans plus de 100 pays et distribuent de l'eau à plus de 100 millions de personnes dans le monde. D'autres géants du secteur sont la RWE de l'Allemagne et sa succursale britannique la Thames Water. Il y a aussi Bechtel basée US qui fait la promotion des plans de privatisation en Amérique du Sud. Un autre acteur majeur du secteur. Enron s'est récemment retirée de la scène.

Graffiti à Johannes burg, Afrique du sud.



ts-Unis / foe angleterre, pays de gales et irlande du nord

corruption, prix élevés et pollutions

Les grosses compagnies d'eau se sont vu octroyé un accès et un contrôle de plus en plus grand sur les marchés des eaux, même si leur passif est des plus troublants sur plusieurs fronts. La corruption est devenue endémique dans cette industrie. Durant la plus grande partie de la décennie écoulée, les magistrats français se sont évertués à investiguer sur des allégations de corruption contre des cadres de la Suez et de Vivendi. A trois occasions des cadres des eaux ont été convaincus de payer des pots de vin afin d'obtenir des contrats en France. La capacité de ces firmes à servir l'intérêt public plutôt que de se laisser conduire par la maximisation des profits à court terme pour les actionnaires pose hautement question.

Il y a eu de grandes controverses à propos des tarifs élevés pratiqués par les compagnies des eaux. Avant, les privatisations, les ménages démunis non abonnés payaient souvent à des taux élevés de petites quantités d'eau fournies par des tanks ou des citernes roulantes. Avec les privatisations, les tarifs auxquels ces couches défavorisées ont à faire face connaissent souvent des augmentations dramatiques.

A Cochabamba en Bolivie, les taux vont jusqu'à 25 pour cent des revenus de certains des résidents les plus pauvres (voir pages 15 –16). Depuis 1993 la Suez a été le partenaire majeur dans l'unité privatisée qui approvisionne les 10 millions d'habitants de Buenos Aires en eau. C'est une des plus grandes concessions d'eau au monde. Selon la première étude indépendante portant sur l'unité, les prix ont connu une augmentation de plus de 20 pour cent après la privatisation. L'étude rapporte que plusieurs familles pauvres ne sont plus en mesure de payer leurs factures d'eau. Les contrats de privatisation tendent aussi à exclure les fournisseurs alternatifs, comme les informels aguateros à même d'offrir un service compétitif plus sensible aux besoins locaux comme on l'a vu à Santa Cruz et dans des endroits du Paraguay.

De grandes multinationales des eaux ont aussi commis de graves violations en matière environnementale et n'ont pas réussi à fournir des approvisionnements adéquat en termes d'assainissement : Suez, Vivendi, Thames Water (RWE) et Wessex Water (Enron) ont toutes été classées parmi les cinq plus gros pollueurs par l'Agence Environnementale du Royaume-Uni en 1999, 2000 et 2001. A Buenos Aires où Suez exploite la plus importante concession d'eau, 95 % des égouts de la ville se déversent dans le fleuve Rio del Plata engendrant des dommages environnementaux qui seront pour la plupart payés en retour par des fonds publics.

Les compagnie multinationales des eaux exercent un contrôle de plus en plus grand sur les eaux du monde. Les institutions financières internationales continuent d'appuyer l'expansion de ces compagnies à l'échelle mondiale. Les accords commerciaux internationaux vont leur permettre d'avoir une influence encore plus grande dans le secteur des eaux. Cependant les plus grosses compagnies ont depuis longtemps placé les profits privés avant l'intérêt public. Les institutions financière et commerciales n'ont pas réussi à assurer que des plans de privatisations des eaux ne portent préjudice aux populations et à la planète. Il faudrait vraiment un grand virage dans la politique en matière d'eau afin de protéger les pauvres et l'environnement.

Bertram Zagema de FoE Pays-Bas remet aux officiels hollandais 14.000 cartes de protestation où il leur est demandé de s'assurer que l'Organisation Mondiale du Commerce arrête de faire pression pour la privatisation des eaux un peu partout dans le monde.

gats

encore plus de droits pour les multinationales des eaux

alexandra wandel, foe europa

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 2,4 autres milliards n'ont pas l'assainissement adéquat. L'eau est rare avec 31 pays qui ont à faire constamment face à des problèmes de manque d'eau. 17 autres viendront allonger cette liste à l'horizon 2025. Cette rareté de l'eau et sa demande qui s'affirment de plus en plus ont conduit beaucoup à croire que tout comme le pétrole, l'eau risque de jouer aussi un rôle important durant le 21e siècle. Le marché de l'eau prend de plus en plus de volume et se politise tout comme celui des combustibles fossiles.

Tout comme le pétrole, l'eau c'est aussi du gros business. La valeur de l'industrie du marché global des eaux et des eaux usées est estimée à quelque 800 milliards de dollars US annuels. Présentement les géants du secteur visent une augmentation substantielle de leurs chiffres d'affaires en faisant pression au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce pour un enlèvement des barrières au commerce.

Dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce dans les Services (GATS) au niveau de l'OMC, l'Union Européenne pousse fortement pour assurer un plus grand accès au marché pour ses multinationales des eaux. Sous la pression du lobby dénommé Forum de la Fédération Européenne des Services composé des deux géants français, Suez (anciennement Suez Lyonnaise des Eaux) et Viendi Unversal, de la RWE , la multinationale allemande et de sa succursale british, la Thames water, l'UE demande un ajustement des réglementations commerciales globales pour les satisfaire.

Dans le cadre des négociations du GATS, l'UE a ciblé 109 pays dont beaucoup ne sont pas développés. Elle voudrait que ces marché soient ouverts pour la collecte, l'extraction, la purification et la distribution de l'eau en gros et en détail. Il est demandé à ces pays de s'engager à la commercialisation de leurs ressources en eaux à la fin mars 2003. L'UE a été accusée d'user d'intimidation afin d'amener ces pays à aller dans le sens de l'ouverture de leur marché et ce dans le cadre de négociations bilatérales occultes. Vue la rareté de l'eau dans plusieurs communautés, le projet d'inclusion de la collecte l'eau dans le GATS est plus que préoccupant. Les engagements pris en matière d'accès au marché de l'eau pourraient limiter les droits des gouvernements à restreindre les quantités d'eau tirées des lacs, des fleuves et des nappes souterraines par les opérateurs des services privés. La pression accrue sur les sources d'eau qui va en résulter pourrait conduire à un dommage environnemental durable.

Les Amis de la Terre Europe et plusieurs autres groupes ont appelé l'UE à mettre un terme aux négociations du GATS et à conduire une évaluation économique, sociale et environnementale avant d'aller plus loin. Tous les services reliés à l'extraction de l'eau et à sa collecte doivent être clairement exclus des obligations du GATS.

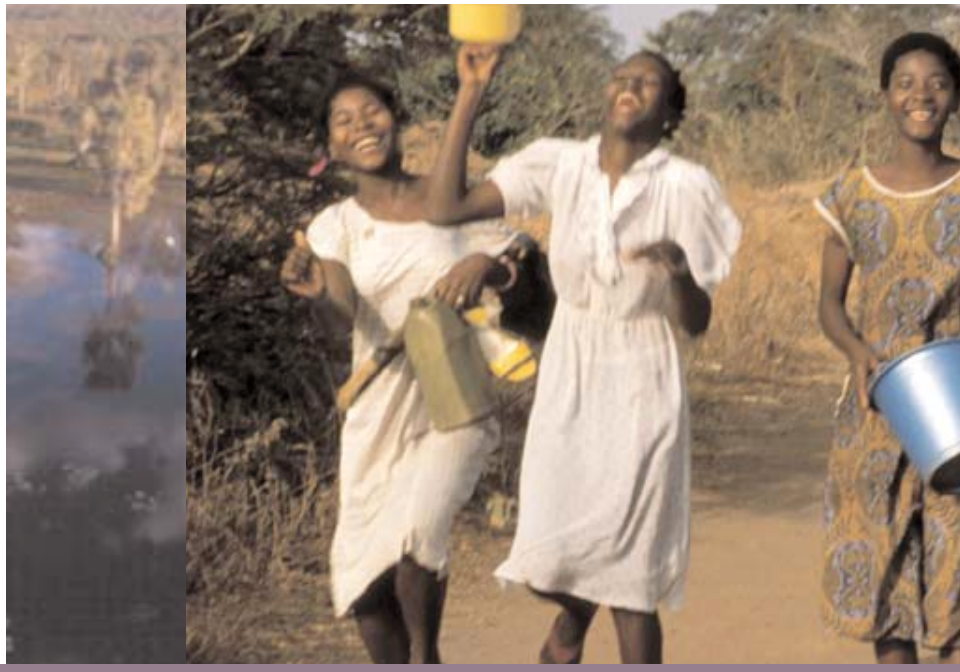
pour plus d'informations:
FoE Europe: ***www.foeeurope.org/trade/publications.htm***
GATSWatch: ***www.gatswatch.org***
FoE Australia: ***www.foe.org.au***

Barrage des Trois Gorges, Chine.

eau et chiffres

- *L'eau douce disponible sur terre est de 0,5 à 1% de toutes les eaux de la planète. Le reste est constitué d'eau de mer ou est sous forme gelée dans la calotte polaire. L'eau douce se renouvelle naturellement par la pluie (40 à 50.000 kilomètres cubiques par an).*
- *Trente et un pays et plus d'un milliard de personnes n'ont pas du tout accès à l'eau potable.*
- *Plus de cinq millions de gens, dont la plupart sont des enfants, meurent chaque année de maladies causées par la consommation d'eau de mauvaise qualité.*
- *Un enfant meurt toutes les 8 secondes pour avoir consommé de l'eau souillée.*
- *Avec seulement quelque 5% des eaux du monde actuellement privatisées, les profits annuels réalisés dans le secteur sont deux fois plus importants que ceux du secteur pétrolier.*
- *Durant le siècle passé plus de la moitié de toutes les zones humides de la planète ont été perdues au profit du développement et des aménagements. Les zones humides sont importantes pour les systèmes naturels et les populations parce qu'elles agissent comme des filtres et des zones de régulation des inondations.*
- *Les réserves des nappes d'eau souterraines qui fournissent le tiers de l'approvisionnement en eau de l'Amérique continentale diminuent huit fois plus vite qu'elles ne se régénèrent.*
- *En Inde certains ménages dépensent 25 % de leurs revenus pour avoir de l'eau.*
- *La manufacture des tranches informatiques utilisées dans la production de puces électroniques utilise jusqu'à 18 millions de litres d'eau quotidiennement. A l'échelle globale, l'industrie utilise 1,5 trillion de litres d'eau et occasionne 300 milliards de litres d'eau usées chaque année.*
- *57 milliards de litres d'eau embouteillée ont été vendues en 1996 dans le monde. Pour 2006 les prévisions sont de 143 milliards de litres*
- *Aux Etats-Unis plus de 17 milliards de litres d'eau embouteillée ont été consommés en 1999 pour un coût d'à peu près 5 milliards de dollars.*

Sources: Maude Barlow, « Blue Gold » ; Gil Yaron « The Final Frontier »; Public Services International ***www.world-psi.org****; Fortune Magazine; Word Water Vision; Pacific Institute* ***www.pacinst.org****;* ***www.hf.caltech.edu/whichworld/tour/waterscarcity.html***



le forum mondial de l'eau

faire de l'eau, l'affaire de tous | corporate europe observatory

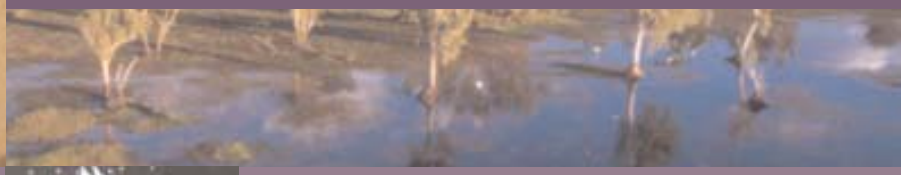
Le Forum Mondial de l'Eau se tient tous les trois ans à l'initiative du Conseil Mondial de l'Eau, un cadre de réflexion international ayant une influence considérable sur la politique de l'eau. Jouant sur le fait qu'il n'y a aucun organisme onusien ou institution internationale ayant pour mandat de faciliter les discussions intergouvernementales sur la politique de l'eau, le Forum est devenu le cadre de rencontre officiel sur la question. Les résultats des ces sessions influencent donc grandement les décisions regardant la gestion de l'eau aux niveaux international, national et local.

Une bonne partie des développements actuels que connaît la politique globale en matière d'eau peut être trouvée dans le document du Conseil Mondial de l'Eau daté de 1998 et intitulé : « World Water Vision : Making Water Everybody's Business » (La Vision Mondial de l'Eau : Faire de l'Eau, l'Affaire de tous. ndT). Selon le vice président de la Banque Mondiale et ancien Président du Conseil Mondial de l'Eau, Ismail Serageldin, l'intention était « de contribuer à changer l'avenir des eaux du monde ». Si le changement doit se mesurer par le taux croissant des privatisations et la déréglementation dans le secteur des eaux, il est clair que la vision du Conseil a plus que dépassé l'étape du simple souhait.

Le Conseil Mondial de l'Eau et son organisation sœur, la Global Water Partnership étaient au départ fermement dirigées par des personnalités néolibérales et des personnalités des compagnies. La Commission Mondiale de l'Eau qui est l'organisme ayant rédigé le projet de la World Waters Vison comprenait des personnalités des compagnies et des personnalités néolibérales comme le président de la Suez Jérôme Monod ; le fondateur de la Business Council on Sustainable Développement, Maurice Strong, l'ancien président de la Banque Mondiale Robert S. McNamara ; le président de la Banque Inter-Américaine de Développement, Enrique Iglesias et le DG de la Banque Mondiale / UN Global Environnement Facility, Mohamed T. El-Ashry.

Ces dernières, années les deux organisations s'étaient éloignées de leurs personnalités issues des compagnies certainement dans le but de donner plus de crédibilité à leur agenda. Elles ont intégré beaucoup plus de représentants des ministères nationaux ainsi que des agences onusiennes dans leur conseil d'administration. Mais toujours est-il que le vice président de la Suez, René Coulomb supplée le vice président du Conseil Mondial des Eaux et que Emilio Gabrielli de la Thames Water est le secrétaire Exécutif de la Global Water Partnership.

Les discussions des deux premiers Forum Mondiaux de l'Eau (1997 et 2000) ne s'étaient pas focalisées sur l'allégement de la dette, la conservation de l'eau, le renforcement des communautés, la réforme agraire ou la réglementation des compagnies. Cela aurait pu contribuer



le forum mondial de l'eau.

à résoudre les crises de l'eau qui éclatent un peu partout dans le monde. On a plutôt assisté à des appels pour une libéralisation totale et une déréglementation des secteur de l'eau avec à la clé un « traitement national » qui permettrait aux compagnies multinationales de bénéficier du même traitement que les entreprises locales et / ou les autorités publiques et bien sûr la privatisation.

Le hall d'exposition de la conférence (la Foire Mondiale de l'Eau) a donné à des compagnie comme Nestlé, Suez, Unilever et Heineken l'opportunité de montrer leurs efforts visant à promouvoir la durabilité et l'efficacité en matière d'eau. Dans le même temps leurs DG s'adressant à l'assemblée demandaient une réorganisation de l'accès à l'eau qui n'est plus perçue comme un droit de l'homme mais comme une marchandise.

Des critiques ont fusé durant le Forum. Au cours d'une session sur les partenariats Public Privé un membre d'un syndicat du secteur public philippin de Manille s'est levé et a montré un échantillon de l'eau de robinet de Manille après qu'un tel partenariat avec la Suez eu été mis en œuvre. L'eau de couleur jaune brune mise dans une petite bouteille a embarrassé le directeur de marketing de la compagnie qui venait juste de faire une présentation sur le gigantesque projet de Manille. A la fin de l'année 2002, la Suez (anciennement Suez Lyonnaise des Eaux) a annoncé son retrait du contrat de 25 ans laissant à l'opérateur public Philippin la reprise des services des eaux du pays.

Il y avait aussi des membres de Los Solidarios con Itoiz, un groupe qui cherche à arrêter la construction du barrage d'Itoiz dans le pays Basque. Ce groupe s'est arrangé pour interrompre le cours de la cérémonie d'ouverture avec une banderole qu'ils ont introduite dans la grande salle. Il y a eu un concert de protestations dans l'assemblée. Le groupe a exécuté une action directe sur le podium demandant qu'on ne vise "Pas de profits avec l'eau" et que "Le Barrage d'Itoiz doit être arrêté".

Le troisième Forum Mondial de l'Eau se tiendra à Kyoto au Japon en Mars 2003. Ce sera la plus : grande rencontre en date consacrée à l'eau. Elle va refléter la conquête réussie de l'espace politique par le Conseil, un espace ouvert pour des discussions sur la politique de l'eau. Ce prochain Forum Mondial sera certainement utilisé pour conférer une onction officielle aux résultats du Sommet de la terre de 2002 qui s'était tenu à Johannesburg. Un appui ferme y a été donné en effet pour le modèle de partenariat public privé pour lequel les compagnies faisaient pression. Le Forum aura aussi à adopter la World Water Action (l'Action Mondiale pour l'Eau NdT) dont la motivation finale est un accès de plus en plus libre au marché pour les compagnies privées, malgré l'impressionnante rhétorique qu'on brode tout autour.

pour plus d'informations:
Corporate Europe observatory: ***www.corporateeurope.org***
Word water Forum: ***www.worldwaterforum.net***
World Water Council: ***www.worldwatercouncil.org***
Global Water Partnership: ***www.gwp.sida.se***

malaisie

payez ou on vous coupe | foe malaysie

En septembre 2002, la nouvelle compagnie des eaux privatisée de l'Etat de Selangor a tenu la promesse qu'elle avait faite de couper l'approvisionnement en eau aux ménages et aux affaires qui ne se seraient pas acquitté de leurs factures. Elle était déterminée à rentrer en possession des 232 millions de RM (61 millions de dollars US) que lui doivent les consommateurs de Selangor qui sont plus d'un demi million. La compagnie avait urgemment besoin de cette somme pour rembourser les 900 millions de RM (237 millions de $ US) qu'elle doit aux trois compagnies des eaux qui lui fournissent de l'eau.

Une ménagère qui a été coupée s'est plainte que la facture s'est élevée à 1700 RM(447 $) pour les trois mois écoulés. "Je n'ai cessé de me plaindre auprès du département pour le montant anormalement élevé de mes factures. Ils m'ont d'abord demandé de payer et ont promis de procéder à des vérifications. C'est seulement aujourd'hui en me coupant qu'ils m'ont dit que le tuyau souterrain pourrait avoir des fuites" a-t-elle relaté à la presse.

Pour les Amis de le Terre Malaisie ces actions révèlent le mépris évident pour les consommateurs et le désaveu de la responsabilité social que la privatisation va apporter. En fait depuis la privatisation du service des eaux de l'Etat de Selangor en 1994, les tariffs ne font qu'augmenter et rien n'indique que cette tendance va s'arrêter. La dernière augmentation survenue en avril 2001 a porté sur 35,7. Il y a actuellement un projet de privatisation de tous les départements de fourniture d'eau en Malaisie.

Le gouvernement malais a adopté la mauvaise approche pour résoudre les difficultés du pays en eau. Plus de 60 milliards de RM(16 milliards de dollars) sont en train d'être investis dans des barrages et des pipelines pendant que rien n'est fait pour préserver les zones vitales de captage qui sont les sources de notre eau. Vingt et trois des 27 sources d'eau potable du Selangor sont fortement polluées par des déchets industriels et d'animaux ; des métaux lourds et des égouts. On blâme le consommateur individuel pour gaspillage (36 pour cent du total en l'an 2000). Alors que les plus gros utilisateurs sont l'industrie, les parcours de golfe, les hôtels et l'agriculture.

Nous restons persuadés que l'eau n'est pas un bien économique et que la fourniture de l'eau ne devrait pas être un service commercial comme les transports, l'électricité ou le téléphone. Les Amis de la Terre Malaisie bat compagne pour des lois et des réglementations efficaces qui protègeront les consommateurs et les pauvres en garantissant des structures équitables, des mesures de conservation ainsi qu'un accès universel à l'eau.

uruguay

à la recherche d'une protection constitutionnelle pour l'eau | redes/foe urugay

En 1992, le public uruguayen s'était massivement prononcé contre la privatisation des services publics dans un référendum organisé par les mouvements sociaux. Ce message clair et pertinent envoyé au gouvernement, aux institutions financières internationales et aux compagnies multinationales qui poussaient pour la privatisation est devenu un point de repère dans l'histoire du pays et un exemple à suivre pour plusieurs mouvements sociaux dans toute l'Amérique Latine.

Cependant dix ans après cette victoire, le gouvernement est de nouveau tenté par la vente des services publics avec le but avoué de "sauver" le pays de la crise financière qui a suivi la faillite du néolibéralisme dans la région. L'eau est donc "prête" a être vendue et tous les paquets que le gouvernement uruguayen offrira dans le contexte des négociations sur les services en cours au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la Zone de Libre Echange des Amériques (FTAA) sont susceptibles d'inclure la distribution de l'eau potable et l'extraction en gros de l'eau.

La privatisation de l'eau en Uruguay dans la province de Maldonado a eu de très mauvais impacts comme la hausse des prix et des fautes techniques. Les tentatives de privatisation de l'eau dans les pays voisins ont été aussi désastreuses. Dans la province argentine de Santa Fe où une succursale de la Suez a repris les services de l'eau et de l'assainissement en 1995, les populations locales ont assisté à une hausse des prix, à un processus de contrôle de plus en plus, opaque et à la négligence des intérêts des actionnaires locaux.

Les mouvements sociaux, comme les syndicats des travailleurs des eaux, les fermiers, la Neighborhood Association in Defence of Water, REDES / les Amis de la Terre Uruguay et le Programme Uruguay Durable ont lancé une campagne nationale visant à protéger l'eau de la privatisation. Ce groupe fait la promotion d'un amendement constitutionnel qui contribuerait à assurer que l'eau soit reconnue comme un bien public et un droit de l'homme fondamental qui doit faire l'objet d'une gestion durable. Si la campagne arrive à réunir les 250.000 signatures nécessaires, l'amendement sera voté durant les élections nationales en 2004.

Entre-temps, REDES continue d'organiser des formations sur les cycles hydrauliques et l'aménagement des bassins ainsi que les sessions de stratégie sur les alternatives pour une gestion durable des eaux continentales de l'Uruguay.

Pour plus d'informations:
FoE Uruguay: ***www.redes.org.uy (espagnol)***

Journée de protestation devant la West Java Regional Legislative Office, contre la privatisation de la gestion de l'eau dans la région.

indonésie

les droits des populations, mis en bouteille et vendus | walhi / foe indonésie

L'eau et une ressource critique en Indonésie. La saison des pluies amène son lot d'inondations et la saison sèche la sécheresse entraînant du coup de fréquentes crises d'eau. La qualité de l'eau influence elle aussi la qualité de la vie humaine en Indonésie. Les maladies dues à l'eau sont devenues la principale cause de décès chez les enfants de moins de cinq ans.

Les causes majeures des problèmes de l'eau sont la pollution industrielle, la surexploitation et la diminution des zones de captage. Au lieu de traiter de ces problèmes à travers la réglementation et la mise en application, le gouvernement fuit ses responsabilités en remettant les eaux du pays entre les mains du secteur privé.

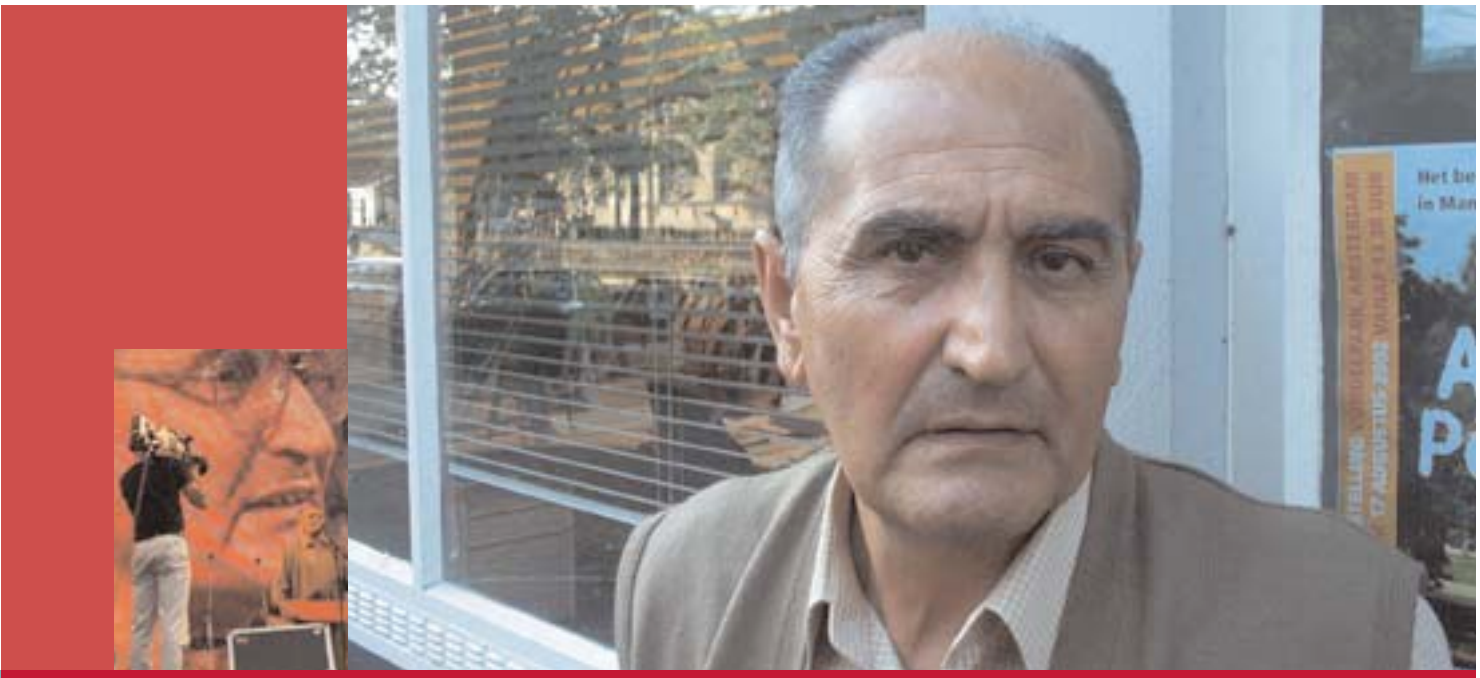
Plusieurs concessions ont été attribuées à beaucoup de compagnies comme Danone et Coca-cola pour faire de ce qui a toujours été un bien public, une marchandise. Des millions de litres d'eau indonésienne sont pompées du sol pour être mises en bouteilles. Faut-il rappeler qu'en Indonésie. Un litre d'eau mise en bouteille coûte plus chère qu'un litre de fuel.

Dans le même temps, le gouvernement essaie de céder la gestion des bassins fluviaux aux compagnies. La Banque Mondiale appuie un prêt de 300 millions de dollars US, visant à l'Ajustement du Secteur des Ressources en Eau contre la privatisation du secteur des eaux de l'Indonésie. Les millions de fermiers qui dépendent de ces bassins pour alimenter leurs exploitations vont maintenant devoir payer pour l'eau qu'ils utilisent.

Les utilisateurs d'eau dans les zones urbaines qui étaient précédemment desservis par les services publics font eux aussi face à une augmentation des prix, du fait de la privatisation. Pas moins de 20 investisseurs étrangers et nationaux avaient postulé pour investir dans le secteur de l'approvisionnement en eau. Il y a avait la Suez de la France et la Thames Water du Royaume-Uni. Malgré les prix fort élevés de l'eau privatisée, les sondages jugent la qualité non satisfaisante à Jakarta.

Le programme de la Banque Mondiale va faire la promotion d'une "redevance de décharge" qui sera collectée par les compagnies des eaux. Mais en même temps que cela aidera à réduire la pollution du fleuve, cela agira comme une discrimination contre les couches urbaines marginalisées qui n'ont pas les moyens de construire leurs propres tanks sceptiques. Au lieu de doter les communautés d'unités de traitement d'eaux usées, le gouvernement aurait mieux fait de prendre des dispositions pour encourager les industries ayant la "bonne volonté" d'améliorer leurs centrales de traitement des eaux usées, WALHI / Les Amis de la Terre Indonésie travaille avec d'autres ONG pour formuler une loi alternative avec des politiques durables et équitables pour la gestion des ressources naturelles. Cette alternative connaît un processus d'élaboration allant de la base vers le sommet avec des discussions, des ateliers des réunions et des consultations publiques impliquant les communautés, les ONG et les autorités locales. Nous faisons aussi passer le message à travers des audiences publiques et des actions de masse par lesquelles nous manifestons notre opposition à la privatisation de notre bien commun.

Osvaldo s'exprimant lors de la manifestation organisée en septembre 2002 par FoE Pays-Bas en parallèle au Sommet de la Terre de Johannesburg.



bolivie

en direct des lignes de front de la guerre de l'eau | un entretien avec osvaldo pareja, cachabamba

"Il y a plusieurs, années, le gouvernement bolivien subventionnait les services des eaux. L'eau était reconnue comme étant importante pour la santé de la population, la diminution des taux de mortalité et de morbidité infantiles. Mais suite à la mise en œuvre des politiques néolibérales depuis les années 80, la région connaît une globalisation économique intensive avec la privatisation des services de base ainsi que ceux des transports, de l'énergie et de l'éducation.

Lorsque Aguas del Tunari – une société en participation de l'américaine Bechtel et de l'italienne Edison – a fait son entrée en Bolivie, le gouvernement avait promis qu'il n'y aurait pas plus de dix pour cent d'augmentation du coût de l'eau, comme conséquence de la privatisation. Ce fut donc la consternation quand les gens ont remarqué que leurs factures affichaient jusqu'à 300 pour cent d'augmentation. Des académiciens, des environnementalistes, des travailleurs urbains et des agriculteurs se sont mis ensemble pour former le Coordinadora de Defensa del Agua y la Vida (le Comité pour la Défense de l'Eau et de la Vie).

C'était le réveil. Les gens étaient prêts à défendre leurs droits et ont commencé à organiser des journées d'action début 2000. Des mobilisations simultanées ont eu lieu dans l'arrière – pays et dans la cité avec des routes bloquées pendant des jours. Pendant la mobilisation finale en Avril 2000 plus de 100.000 personnes ont manifesté dans le centre de Cochabamba. L'armée est sortie pour contenir les manifestants. Des bombes lacrymogènes ont été tirées et un leader étudiant a été tué par balle.

Le gouvernement national a accepté nos demandes: Aguas del Tunari doit partir, la fourniture de l'eau et sa distribution doit être contrôlée par une entreprise publique formée et gérée par le gouvernement local, le syndicat et le Coordinadora qui représente les populations régionales. Malgré le fait qu'elle ait hérité d'une affaire avec une technologie désuète et une dette énorme, la nouvelle entreprise s'était tout de suite mise au travail desservant les zones pauvres de Cochabamba en eau avec comme slogan « l'eau est un bien et non une marchandise".

Ce fut la toute première victoire populaire contre l'agenda néolibéral en 15 années de défaites successives. Mais le gouvernement avait un gros problème sur les bras. Il avait signé un contrat de 40 ans avec la compagnie Aguas del Tunari. qui opère maintenant sous le nom de Bechtel, cette compagnie demande 25 millions de dollars de dommages et intérêts. (voir page 16).

Demander une telle somme va contre l'éthique. Après tout, Agua del Tunari n'a fait aucun investissement d'importance pour améliorer notre service d'approvisionnement en eau. De plus dans un pays aussi pauvre que la Bolivie, les 25 millions de dollars que réclame cette compagnie multinationale pourraient signifier 125.000 branchements à Cochabamba, ou le salaire annuel de 3.000 docteurs en zone rurale ou encore le salaire annuel de 12.000 instituteurs. Mais l'argent n'est pas le seul problème. Nous déplorons la sanction morale que Bechtel utilise pour punir les populations qui ont résisté contre la privatisation de ce qu' elles estiment être leur droit élémentaire"

propos recueillis par ann doherty et antia portillo foe international.

Manifestions contre la privatisation à Cochabamba aux Pays Bas (en haut) et en Bolivie (ci-dessous)

bolivie

la privatisation tourne mal à cochabamba | david waskow, foe usa

Même après que les protestions à Cochabamba aient finalement entraîné le départ d'Aguas del Tunani la succursale de Bechtel, cette dernière est revenue par derrière pour frapper telle une bête malfaisante. En février 2002,presque deux ans après avoir quitté Cochabamba, Bechtel / Aguas del Tunari a porté plainte contre la Bolivie par le biais d'un traité bilatéral d'investissement exigeant 25 millions de dollars US de dommages et intérêts pour les profits qu'elle estime avoir perdus dans le cadre du plan de privatisation.

Même si Bechtel est une grande multinationale US l'affaire a été mise dans le cadre d'un agrément d'investissement entre la Bolivie et les Pays-Bas. Comme la Bolivie et les US et n'ont pas d'agrément d'investissement, Bechtel a du enregistrer son consortium aux Pays-Bas dans le seul but d'avoir ce traité d'investissement disponible pour un tel procès.

L'affaire est devant un tribunal opérant sous l'égide du Centre International pour le Règlement des Litiges liés aux Investissements (ICSID). L'ICSID est situé au sein de la Banque Mondiale qui avait pressé la Bolivie à privatiser le service des eaux de Cochabamba en premier lieu. Le président de la Banque Mondiale James Wolfensohn a pris la présidence du tribunal qui juge de l'affaire quand il s'était avéré que Bechtel et la Bolivie ne s'entendaient pas sur la personnalité qui doit remplir ce rôle.

Il se pourrait que l'affaire soit conduite dans le secret total. En août 2002, plus de 300 groupes de citoyens venant de 41 pays ont présenté une pétition internationale citoyenne à l'ICSID et au tribunal demandant la participation du public dans l'affaire.

Cette affaire devrait servir de détonateur quant aux graves et dangereuses conséquences des agréments en matière d'investissement pour les droits des populations à se prononcer sur la manière dont elles veulent qu'on les approvisionne en eau. L'accord Bolivie – Pays est très similaire à l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI). Même si aujourd'hui l'AMI a été enterré, on retrouve en partie certaines de ses dispositions dans le projet de la Zone de Libre Echange des Amériques (FTAA / ALCA) ainsi que de nombreux autres accords commerciaux régionaux et bilatéraux. A Cancun en septembre 2003 l'OMC étudiera la possibilité du lancement ou non de ses propres négociations globales sur les règles en matière d'investissement.

Pour le moment les compagnies se rabattent sur les traités bilatéraux en matière d'investissement quand elles réalisent que la privatisation de l'eau ne se passe pas comme elles l'auraient souhaité. Il faut signaler aussi un autre cas : celui de l'Argentine qui a été poursuivie en justice pour un plan de privatisation de l'eau ayant mal tourné. La compagnie plaignante c'est Azurix, une succursale d'Enron.

pour plus d'informations: La pétition internationale:
www.democracyctr.org/bechtel/international_petition.htm
Les amis de la terre USA: ***www.foe.org***

Manifestation des populations locales contre l'utilisation de l'eau par la mine de Quellaveco.

La zone du fleuve asana où sera ouverte la mine à ciel ouvert

pérou

comment transformer de l'eau en cuivre | labor / foe pérou

Les montagnes du sud Pérou, c'est rien que du sable et des rocs à l'exception des oasis vertes où les fermiers ont peiné pour faire pousser des plantes. C'est dans cette région, l'une des plus arides au monde que Minera Quellaveco projette d'ouvrir une mine de cuivre qui utilisera 700 litres d'eau par seconde, déviera un fleuve, avec entreposage des déchets dans un lit du fleuve non protégé et la création d'un lac hautement acide.

La Minera Quellaveco est une société en participation d'Anglo Américan (80 pour cent) et de la Compagnie Financière Internationale (IFC) de la Banque Mondiale. La compagnie minière et le gouvernement péruvien clament que la mine n'aura pratiquement aucun impact négatif.

Cependant les analyses scientifiques environnementales prouvent le contraire et il est clair que la plupart des impacts seront relatifs à l'eau du secteur. Du fait des conflits qui ont déjà éclaté à cause de l'eau et des prix bas du cuivre l'IFC a mis le projet "en attente" vers la fin 2002.

Les populations locales sont préoccupées par l'utilisation de l'eau de surface. La chilota, une des sources desquelles la mine projette d'extraire de l'eau est une belle zone humide avec beaucoup d'oiseaux et de papillons. Les alpagas et les lamas qui broutent ici fournissent à plusieurs communautés des revenus substantiels. L'utilisation de l'eau de la chilota va faire diminuer le niveau de l'eau dans la région, ce qui va altérer le microclimat. Les agriculteurs disent que leurs terres seront inutiles si la Minera Quellaveco extrait l'eau de la Chilota. Beaucoup ont donc exprimé leur refus de vendre leur terre au bas prix que propose la compagnie.

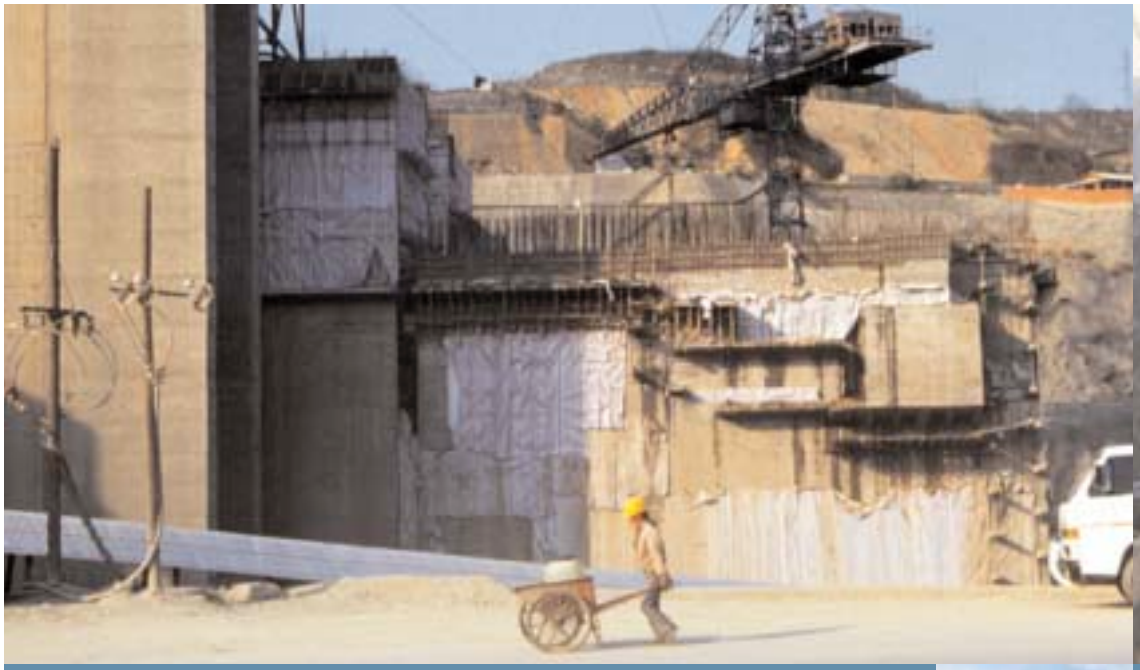
A Tala, à cinq kilomètres du site prévu pour la mine, une petite communauté s'est arrangé pour transformer une colline escarpée en une zone agricole belle et productive. Le rêve de cette communauté qui consiste à se tourner vers l'agriculture biologique risque de voler en éclats avec la venue de la mine. Les champs vont être recouverts par une poussière blanche toxique de plus le projet de déviation du cours du fleuve Asana à travers un petit bassin passant par Tala va inonder leurs terres productives.

Les populations locales qui travaillent dans cet environnement rude depuis des siècles ont réussi à créer un équilibre fragile entre l'eau disponible et la demande. Les promoteurs de la mine de Quellaveco risquent de détruire cet équilibre dans leur quête de profits avec à la clé un chamboulement de la cohésion sociale. La mine pourrait aussi interférer avec le projet d'irrigation Pastogrande attendu de longue date et qui pourrait contribuer à augmenter les terres cultivables et améliorer la fourniture d'eau potable des villes voisines. Des membres de la communauté, des ONG, des officiels gouvernementaux et des représentants de l'industrie essaient de discuter ensemble de ces questions. Les populations locales espèrent que cela contribuera à mettre un terme aux dangers potentiels de la mine.

FOEI reste persuadée que des projets aussi risqués et dangereux que celui de la mine de Quellaveco ne devraient pas recevoir un appui financier du Groupe de la Banque Mondiale, appui supposé contribuer au développement durable. De toutes les façons les opérations minières ne semblent pas être des plus indiquées pour atteindre cet objectif.

pour plus d'informations:
Labor / FoE Pérou: ***www.labor.org.pe (espagnol)***
FoEI: ***www.foei.org/worldbank/cases.html***
Project Underground: ***www.moles.org***

Barrage des Trois Gorges, chine



france

haro sur les grands barrages | sébastien godinot, foe france

Barrage de Yusufeli

2003, c'est l'Année Internationale de l'Eau pour les Nations Unies. Les Amis de la Terre France vont lancer dans ce cadre une campagne contre les grands barrages. Mais pourquoi une telle campagne en France où on ne construit plus de grands barrages ? La raison c'est que dans l'arène des méga barrages à l'échelle mondiale trois acteurs français d'envergure ont d'énormes responsabilités.

La compagnie française Alstom est le plus grand constructeur mondial de grands barrages. Elle opère dans les barrages de Bakun en Malaisie, Yusufeli en Turquie, Maheshwar en Inde et les Trois Gorges en Chine. Quand il aura été construit, le barrage des Trois Gorges sur le fleuve Yangtze sera tout simplement le plus grand barrage hydroélectrique de la planète. Son réservoir va s'étendre sur 600 kilomètres et causera le déplacement de 1,9 millions de personnes. Pour justifier son implication dans le projet, la même rengaine revient "C'est le gouvernement chinois qui a commencé le projet et non Alstom" "les produits que nous vendons ne sont pas nuisibles pour l'environnement et pour les populations".

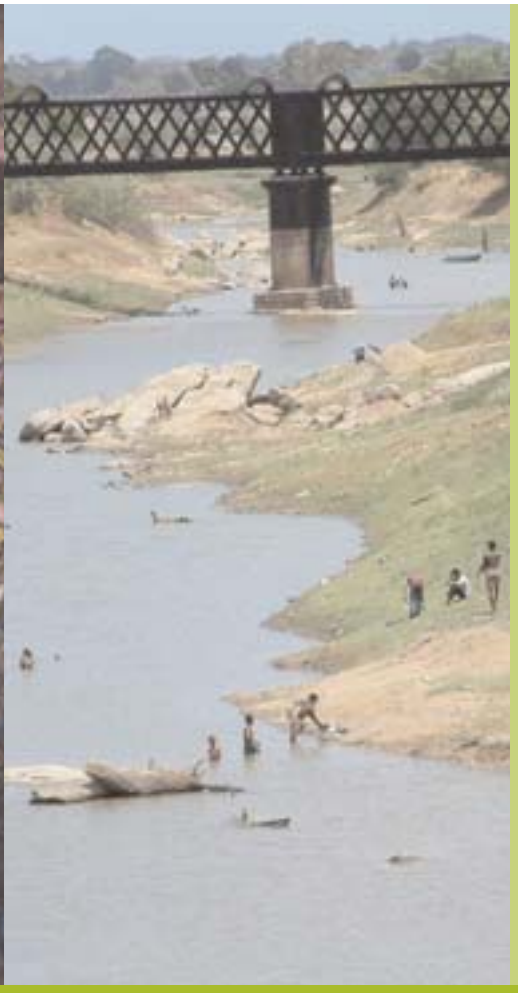
Barrage des Trois Gorges, Chine.

Les projets à risque comme ceux des grands barrages sont habituellement appuyés par l'agence française de crédit à l'exportation la COFACE. En contradiction directe avec les engagements pris par le gouvernement français durant le Sommet de la Terre de Johannesburg, le financement public continue d'être utilisé pour appuyer des projets ayant des normes environnementales et sociales critiques. La COFACE est impliquée dans les Trois Gorges, Yusufeli et dans le Nam Theun au Laos pour ne citer que quelques uns des barrages.

Un autre organisme public intervient dans les barrages. L'Agence Française de Développement (AFD) qui observe des normes environnementales et sociales aussi lâches que celles de a COFACE. L'AFD finance le barrage du Nam au Laos.

Les Amis de la Terre France entend demander à Alstom, au gouvernement français et à ses agences qui sont l'AFD et la COFACE d'adopter les recommandations de la Commission Mondiale sur les Barrages. Cet organisme international indépendant constitué des gouvernements, de l'industrie, des académies et de la société civile a énoncé des directives quant aux bonnes pratiques pour l'hydro industrie. Ces directives reconnaissent les droits fondamentaux et environnementaux des personnes vivant dans les communautés affectées par les barrages.

pour plus d'informations:
foe france: ***www.amisdelaterre.org***
Commission Mondiale sur les Barrages: ***www.dams.org***
International Rivers Network: ***www.irn.org***



sri lanka

à qui appartient la pluie? | elf / foe sri lanka

Le roi Parakramabahu de Sri Lanka (1164 – 1167) connaissait la vraie valeur de l'eau. Il a crée une civilisation toute entière basée sur des systèmes d'irrigation hautement complexes, pour stocker, distribuer et gérer l'eau pour l'agriculture, la boisson, l'assainissement et le paysagisme.

Ce système hydraulique basé sur l'irrigation sera négativement affecté quand le pays sera investi par des envahisseurs étrangers qui ont introduit la culture du thé, du caoutchouc de la noix de coco et du café. Le défrichement des espaces de forêts auquel il a fallu procéder pour permettre ces activités a eu des impacts négatifs sur les eaux de surface, les eaux de ruissellement et les cours des fleuves. Comme les agriculteurs s'étaient tournés vers une agriculture dépendante des pluies, le système traditionnel de gestion de l'eau tomba en désuétude.

Aujourd'hui à cause du changement climatique, l'eau de pluie ne suffit plus à elle seule à faire pousser les cultures dans les zones les plus arides de Sri Lanka . La mauvaise gestion humaine, la dégradation des cascades et la pollution des eaux viennent s'ajouter aux graves pénuries d'eau auxquelles le pays fait face. Toute la pluie se concentre presque sur la courte période de la saison de la mousson entre octobre et janvier. Près de la moitié des eaux de pluies ruissellent en pure perte vers la mer. Les Amis de la terre Sri Lanka croit que ces problèmes peuvent être résolus par la reprise des systèmes traditionnels d'irrigation, de gestion et de stockage de l'eau. Il faudrait aussi se pencher sur la pollution des eaux. Quant au gouvernement, il est plus intéressé par la mise en œuvre d'une méthode de facturation de l'eau afin de satisfaire les intérêts des organisations internationales et des banques de développement multilatéral.

La nouvelle politique du gouvernement en matière d'eau que la Banque Asiatique de Développement l'a aidé à formuler, transfère la propriété des ressources en eau du peuple au gouvernement. Alors que les droits des grosses compagnies sont protégés, les petits utilisateurs vont être facturés avec des taux plus élevés. Compte tenu des expériences des autres pays nous sommes plutôt sceptiques que celui-ci puisse être le moyen d'assurer un meilleur avenir pour les eaux du Sri Lanka.

ELF/ Les Amis de la Terre Sri Lanka a informé le public par le biais des média à propos des implications de la nouvelle politique en matière d'eau. La grogne a commencé par croître obligeant le gouvernement à révisé sa politique. Mais la nouvelle politique est toujours problématique. Nous avons organisé des réunions publiques pour discuter des droits, de l'interférence potentielle des organisations multinationales, du manque d'attention en ce qui concerne la pollution des eaux, du principe de facturer l'accès à l'eau et de la probabilité d'une privatisation de l'eau dans l'avenir vu le contenu de la nouvelle politique. Le gouvernement a promis de prendre ces considérations en compte et est train de revoir sa copie.

Les membres du staff de Good Water Neighbours à la frontière entre les communautés israéliennes et palestiniennes.

moyen-orient

l'eau guérit les blessures politiques | foe moyen-orient

L'eau doit se partager entre les pays même entre ceux ayant des frontières politiques complexes. En Israël, en Palestine et en Jordanie, l'eau douce et rare et les politiques de gestion durables n'arrivent pas à étancher la soif des populations quelque soit le côté de la frontière où on se trouve.

Un des problèmes les plus patents c'est que pendant que l'eau coule à flot du robinet en Israël, les zones palestiniennes et jordaniennes souffrent d'un manque d'eau de boisson. La proximité physique des communautés le long de la frontière conduit à la frustration et à la colère.

Les Amis de la Terre Moyen-Orient croît que la gestion durable des ressources en eau doit être faite dans une perspective régionale et considérer et considérer toutes les populations et toutes les communautés de façon juste. Le projet Good Water Neighbours vise à susciter une prise de conscience au sein de onze communautés voisines se trouvant de part et d'autre des frontières entre la Palestine, Israël et la Jordanie sur la façon de partager l'eau. Les besoins immédiats en eau des communautés participantes sont traités et ces communautés sont formées à l'économie et à la réutilisation des ressources en eau ainsi qu'au traitement des égouts.

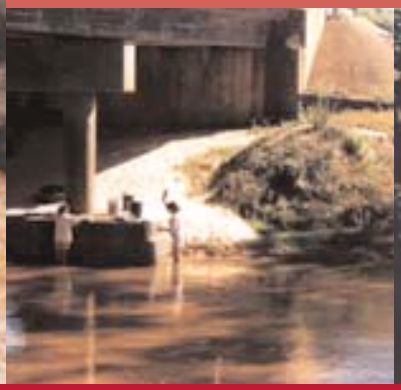
Par exemple, la communauté agricole de Wadi Fukin du côté palestinien de la frontière a besoin d'eau pour usage domestique et agricole. Le projet Good Water Neighboors étudie les possibilités d'installation d'une centrale de traitement des eaux usées qui prendrait de l'eau de Wadi Fukin et de Tsur Hadassa à travers la frontière pour les réutiliser à des fins d'irrigation.

Les citernes d'eau ont été endommagées ou détruites dans plusieurs foyers palestiniens dans des cités et dans des villages. Le projet Good Neighboors récolte aussi des dons pour remplacer les citernes détruites produites dans les usines palestiniennes de la Cisjordanie. Cela contribuera aussi à créer des emplois dont les populations locales ont tant besoins.

pour plus d'informations:
Les Amis de la Terre Moyen-Orient: ***www.foeme.org***

L'utilisation non durable des terres, en particulier la déforestation et l'agriculture à grande échelle sont les grands responsables de la dégradation des eaux de l'arrière-pays comme ce cours d'eau dans le bassin de l'Alto Parana.

Des paysannes faisant le linge dans un ruisseau dans la région de Los Altos.



La région de Los Altos au Paraguay est riche en eau douce. Sobrevivencia / FoE Paraguay ensemble avec les communautés locales et les autorités régionales travaille à sa préservation.

paraguay

les communautés se mouillent les mains | **sobrevivencia / foe paraguay**

Le bassin hydrographique du fleuve Rio de la Plata comprend le Paraguay, l'un des derniers plus grands fleuves de la planète dont le cours est demeuré libre ainsi que le Parana un des fleuves les plus larges du monde. Les plaines d'inondation et les lacs formés par ces fleuves abritent une grande partie de la richesse naturelle de la région et sont importantes pour la fertilité des sols et à la gestion de l'eau. Un certain nombre de zones humides d'importance internationale se trouvent aussi dans ce secteur tout comme des milliers de petits cours d'eau riches en biodiversité, des water jumps et des lacs.

Ces ressources d'eau situées à l'intérieur des terres sont essentielles à la production alimentaire et au développement durable. Les femmes dans plusieurs sociétés traditionnelles ont la charge d'approvisionner leur familles en eau de boisson. Elles dépendent donc directement de la qualité et de la quantité de cette eau de boisson. Mais les sources d'eau du Rio de la Plata sont sérieusement menacées par la déforestation, l'usage des pesticides, les pollutions industrielles et urbaines ainsi que les projets de développement d'envergure. Si ce processus doit continuer, la qualité de la vie de millions de gens se détériorera de façon dramatique et le degré de pauvreté des communautés locales va augmenter.

Sobrevivencial / les Amis de la Terre Paraguay axe sa campagne eau sur la zone très densément peuple de Los Altos qui produit de l'eau douce pour la région et une grande partie des aliments consommés dans la cité d'Asunción. Nous pensons qu'une participation communautaire active et significative est une pré condition pour une gestion socialement et écologiquement durable des eaux. Nous assistons les communautés rurales dans la redécouverte et la promotion des technologies traditionnelles de l'eau, les pratiques culturales sans oublier l'introduction de nouvelles technologies qui préservent l'environnement.

En particulier, les Amis de la Terre travaille avec deux fermes de production durable et a établi une zone protégée de 300 hectare, la forêt Yvyraty contenant la forêt originelle subtropicale humide et la savane en amont du ruisseau Para. Les zones urbaines et rurales voisines dépendant totalement de la conservation de cette forêt pour leur approvisionnement en eau.

Au même moment, sobrevivencia travaille, avec les communauté locales et les municipalités au développement et à la mise en œuvre d'une gestion durable des cascades pour toute la zone. Au niveau régional nous coordonnons les programmes des coalitions Rios Vivos portant sur les terres intérieures. Ces programmes font la promotion d'une vision latino américaine collective pour la durabilité des eaux intérieures.

Pour plus d'informations:
Rios vivos: ***www.riosvivos.org.br***

canada

trouver des voies douces pour l'eau | david brooks, foe canada

Dans le milieu des années 70, les Amis de la Terre a proposé de nouvelles approches quant à l'analyse de l'avenir de l'énergie. "Cette voie douce de l'analyse de l'énergie" a été en grande partie conçue par Amory Lovins, puis par FoE USA. Aujourd'hui les effets de cette voie douce peuvent être ressentis autour du monde et les plus importantes sources d'énergie ont été trouvées juste à l'endroit où les Amis de la Terre a trouvé qu'elles seraient en plus grande efficacité en termes de demande et non de nouveaux approvisionnements.

Il est temps que nous appliquions l'analyse des voies douces à l'eau. De la même manière que ce type d'analyse a pu permettre de démontrer la faisabilité d'un avenir décentralisé, démocratique et non nucléaire en termes d'énergie, les voies douces démontrent pour l'eau aussi la faisabilité d'un avenir décentralisé, démocratique et sans barrages.

Les voies douces vont au delà de l'efficacité de l'eau. Les politiques de la voie douce s'interrogent non seulement sur la manière d'utiliser l'eau avec beaucoup plus d'efficacité mais aussi sur pourquoi ne pas utiliser d'eau du tout. Non pas seulement des toilettes à débit bas, mais aussi l'eau est-elle vraiment nécessaire dans les toilettes ? Et pas seulement une irrigation plus efficace mais aussi comment les cultures peuvent-elles croître avec des techniques dépendantes des pluies, ou seulement avec une irrigation supplémentaire ?

Par contraste avec les approches économiques typiques l'analyse politique des voies douces challenge les modèles d'utilisation de l'eau. Des pelouses arrosées ou des voitures lavées sont-elles des choses concevables dans un monde qui manque de plus en plus d'eau ? Même si cela doit se faire devrait-on utiliser de l'eau potable ? Est-il normal pour les nations des régions arides du monde d'utiliser la plus grande partie de leurs eaux pour l'agriculture ? Même s'il faut le faire est-il raisonnable de pratiquer des cultures d'exportions qui sont un moyen indirect d'exporter de l'eau ?

L'essence de l'analyse de la voie douce peut être réduite à trois principes. Le premier consiste à résoudre le problème du fossé entre l'offre et la demande et penser à des voies novatrices pour satisfaire les demandes humaines en eau. Le deuxième principe est de conserver la qualité de l'eau tout comme la quantité. De l'eau d'excellente qualité peut être utilisée à plusieurs fins mais quand la qualité est mauvaise, il n'y a pas beaucoup de possibilités. Mais fort heureusement, il nous faut une toute petite quantité d'eau potable (excellente qualité), mais d'énormes quantités d'eau pour l'irrigation (mauvaise qualité). Le troisième principe consiste à retourner les principes typiques de la planification. Au lieu de commencer par aujourd'hui et de se projeter devant, commençons par un point défini dans le futur où nous voulons être et faisons marche arrière pour trouver un moyen faisable et désirable ("une voie douce") d'aller à ce point.

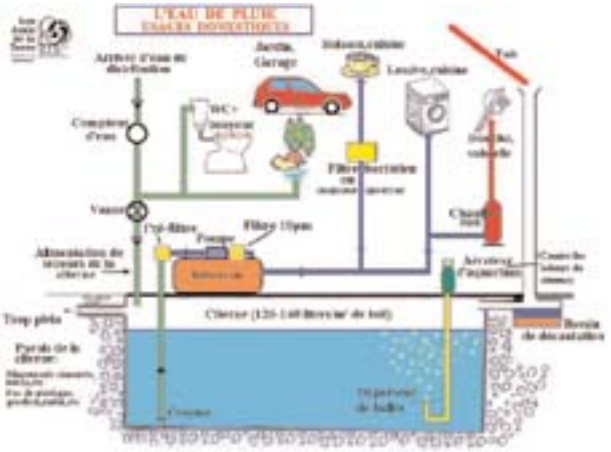
A la suite de notre succès avec les voies douces pour l'énergie, les Amis de la Terre devrait conduire le Monde à la découverte des voies douces pour l'eau. Nous devrons insister que la gestion de l'eau permet de réaliser une plus grande équité en matière d'utilisation de l'eau et beaucoup plus de démocratie pour les décisions concernant l'eau.

Pour plus d'informations:
Les Amis de la Terre Canada:
www.foecanada.org/safewater/timetoact.htm
Rocky Mountain Institute: ***www.rockymountaininstitute.org***
The Soft Path for Water, Gary Wolff and Peter H. Gleick:
www.pacinst.org/book/worlds_water_2002_chapter1.pdf
Tomorrow's World, FoE England, Wales and Northern Ireland:
www.foe.co.uk/campaigns/sustainable_development/publications/tworld

belgique

l'aubaine | marie denayer, foe belgique

Les Amis de la Terre Belgique a une vison de la gestion de l'eau. Elle va à l'encontre de l'actuelle politique régionale et européenne. Notre vision implique une utilisation plus décentralisée, équitable et durable de l'eau avec une plus grande participation des utilisateurs locaux. Nous encourageons les européens à arrêter la surexploitation des ressources limitées des eaux souterraines et ce de deux façons : en consommant de l'eau de pluie et en utilisant des toilettes compost.



boire de l'eau de pluie

En Europe, nous essayons de réduire la consommation de l'eau soit en changeant nos habitudes d'utilisations de l'eau (par exemple en mettant moins de temps dans les salles de bains) ou en utilisant des nouvelles technologies (comme des machines à laver efficaces pour la consommation en eau). Mais nous ne devons pas oublier que notre climat pluvieux est aussi une source potentiellement importante pour l'eau des ménages. Même si la pluie a été polluée dans l'atmosphère, on peut la filtrer à la maison. Naturellement douce, l'eau de pluie nous permet de réduire l'utilisation des produits de nettoyage et des adoucisseurs d'eau diminuant ainsi la pollution environnementale. Le bonus que va apporter la popularisation de l'eau de pluie sera l'élimination du besoin de l'eau mise en bouteille qui est chère et génère des déchets.

L'eau de pluie n'est pas la solution pour tout le monde spécialement pour ceux qui vivent sous des climats ensoleillés et secs. Cela présente plus d'intérêt pour la décentralisation de l'utilisation, par exemple dans des régions rurales éloignées, plutôt que pour des cités densément peuplées.

en avant pour le composte

Les toilettes avec chasse d'eau utilisent jusqu'au tiers de l'eau consommée chaque jour en Europe. Elles utilisent de l'eau potable, c'est non nécessaire et c'est du gaspillage. Les Amis de la Terre Belgique fait la promotion d'une toilette qui utilise des copeaux de bois secs riches en matières gazeuses à la place de l'eau. Ce composte peut être épandu dans les jardins potagers et dans les champs. Dans la région belge de la Wallonie, quelque 200 familles utilisent ce genre de toilettes intégrées.

Pour les Amis de la Terre Belgique, l'utilisation de l'eau de pluie et des toilettes compostes se font dans le cadre de la résistance contre la globalisation économique et la privatisation de l'eau. Nous croyons que prendre sa douche et utiliser ce type de toilette peuvent s'avérer être des activités hautement politiques.

norvège

trop de gouttes d'eau inondent le pays

tore braend, norges naturfernforbund/foe norvège

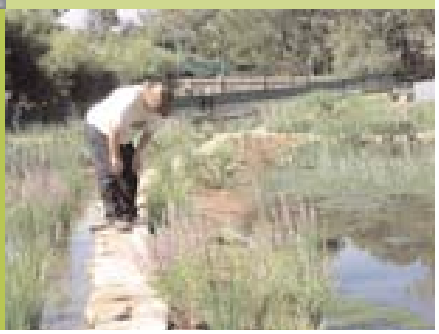
Les expériences de la Norvège avec la houille blanche montrent qu'avec même un degré de souveraineté relativement élevé et une implication des communautés locales dans le développement on est pas pour autant assuré de pouvoir créer une société durable. Présentement la presque totalité de l'électricité consommée dans le pays est fournie par la houille blanche. La consommation d'énergie par habitant en Norvège est parmi les plus élevées du monde à cause d'une industrialisation intensive depuis 1900 jusqu'à nos jours.

Par rapport à la plupart des pays développés nos projets de développement en énergie hydroélectrique ont été vraiment de petite taille et les communautés locales ont récolté d'assez décents bénéfices économiques. Très peu de gens ont été déplacés, la plupart des barrages étant construits en haut dans les montagnes. Les pertes occasionnées aux populations locales ont été pour la plupart compensées.

Cependant quand on considère les effets conjugués de ces projets il est clair que l'environnement naturel de la Norvège a payé le prix fort. Une grande partie des habitats sauvages dépendant du flux naturel de nos lacs et fleuves a été touchée de façon irréversible. Mais comme il n'y a pas eu de recherches comparatives avant et après le développement, nous ne sommes pas tout simplement en mesure de dire qu' elles espèces ont disparu. Il est bien sûr inévitable que les humains altèrent l'environnement pour pouvoir vivre mais, il y a une grande différence entre garantir des moyens de subsistance élémentaires et financer des styles de vie de surabondance différence élémentaires comme la Norvège l'a fait ces dernières décennies.

Les promoteurs de l'hydroélectrique utilisent l'argument de la souveraineté locale des communautés quand ils sont confrontés au mouvement environnemental et il est vrai que le système de décentralisation est assez poussé en Norvège. Cependant l'argument selon lequel, construire un barrage sur un petit fleuve n'est pas aussi dangereux que ça avait beaucoup de poids au début du siècle. Mais aujourd'hui avec 63 pour cent de toute l'hydroélectrique déjà mise en place on ne peut plus dire la même chose.

FoE Norvège croit que l'une des voies possibles permettant de garantir les droits des communautés locales dans la protection des écosystème du pays dans leur ensemble serait de permettre à ces communautés d'adopter des projets qui puissent être développés avec les ressources locales et le savoir-faire local. Cela contribuerait à exclure l'exploitation du pétrole et du gaz tout comme les grands barrages hydroélectriques et les parcs de turbines à vent. Cependant, les environnements sensibles peuvent toujours être endommagés par l'installation de nombreuses turbines à vent ou de micro centrales hydroélectriques concentrées dans la même zone. Nous pensons donc qu'il puisse y avoir une autorité qui prenne en compte la totalité du système et mettre des limites au développement des sources d'énergie durable dans les zones vulnérables.



australie

restaurer les zones humides | ted floyd, foe australie

Il y a 200 ans, Whites Creek était un petit ruisseau pétillant de vie. Quand la banlieue d'Annandale avait commencé par croître autour de lui, le court d'eau a été dévié sous terre dans des canalisations en béton. Son eau était devenue sale et puante. Les plantes et animaux indigènes ont disparu au sein et tout autour de lui.

En 1994, les Amis de la Terre Sydney lançait une campagne pour restaurer les cycles naturels des eaux des ruisseaux et des fleuves des vieux quartiers. La construction d'une zone humide le long de Whites Creek est en date le succès le plus éclatant de cette campagne. Ce qui était précédemment une portion de terre abandonnée le long du ruisseau et dévorée par les mauvaises herbes est devenue aujourd'hui une zone humide à l'eau douce et vivante remplie de grenouilles, de poissons, d'oiseaux et occasionnellement on peut apercevoir des enfants brandissant un filet à têtards sur ses berges.

La source principale d'approvisionnement en eau c'est l'eau de ruissellement, qui constitue un maillon essentiel du cycle de l'eau dans les écosystèmes en bonne santé. Toutefois, les autorités de la planification ont pendant longtemps considéré les eaux de ruissellement comme un problème majeur la captant dans des caniveaux, des égouts, des tuyaux et des canaux

Beaucoup d'obstacles ont gêné la restauration de cette zones humide – la bureaucratie, un conseil local qui avait d'abord trouver l'idée comme étant tordue et une poignée de riverains qui préféraient les jardins de fleurs conventionnels à des zones humides remplies d'insectes et de reptiles.

La restauration du ruisseau et de ses zones humides aidera à réduire la pollution, les inondations et permettra à la biodiversité aquatique de prospérer. Dans le cadre du projet le conseil local a élaboré un programme d'éducation qui encourage les écoles de la zone à utiliser les zones humides pour des études sur le terrain. En septembre 2002, le projet " White Creek Wetland Environnemental Education" a gagné un prix pour la restauration de l'habitat de vie sauvage en zone urbaine.

suisse

adieu fleuves canalisés, salut castors! | pia salathé, foe suisse

Le système hydrographique suisse long de 6000 km est vital pour la survie des nombreuses plantes et animaux vivant en son sein. Cependant un taux incroyable de 95 pour cent des fleuves du pays ont été canalisés. Si les fleuves du pays avaient été laissés libres, de suivre leurs cours dans le paysage naturel, la diversité biologique avoisinante se serait accrue de façon substantielle. Les gens auraient pu bénéficier des espaces verts qui en auraient découlé.

Pro Natura / Les Amis de la Terre de Baselland conduit une campagne dénommée " Salut Castors !" au nord ouest de la Suisse. Cette campagne encourage le retour des castors dans la zone située autour de la vile de Bâle. On trouve encore des castors, le long du Rhin à l'est de la Suisse et de la France mais ils sont gênés par des obstacles comme les barrages et des écluses dans les environs de Bâle. La plupart des berges existantes ne constituent pas non plus un habitat convenable. En collaboration avec des hommes politiques des compagnies et le public intéressé, la campagne "salut castor !" œuvre à enlever les obstacles, à réhabiliter les rivages et permettre aux fleuves et aux ruisseaux de couler beaucoup plus naturellement.

L'habitat idéal pour le castor comporte les fleuves à débit lent, d'à peu près cinquante centimètres de profondeur, des berges naturelles pour les loges, une végétation faite de bois doux surtout de saules pour constituer l'approvisionnement en nourriture pour l'hiver. Les castors influencent et changent leur habitat en mâchant des arbres qui leur servent d'aliment et de matériaux de construction pour leurs loges et leurs barrages. A la différence des autres animaux le castor change constamment son habitat pour une meilleur conformité avec ses besoins.

La campagne de FoE Suisse utilise le castor afin de promouvoir la réhabilitation écologique et la connexion des fleuves, des ruisseaux et des berges. Une campagne à succès signifierait aussi un système hydrographique beaucoup plus naturel et diversifié, avec plusieurs autres plantes et animaux retournant dans les zones où elles avaient disparu.

Pour plus d'informations:
Campagne Hello Beaver: ***www.hallobiber.ch (allemand)***
FoE Suisse: ***www.pronatura.ch***

proposition d'action!

Réaliser vos propres étiquettes de l'eau «griffée Banque Mondiale»et mise en bouteille! Ces étiquettes peuvent être coloriées copiée et collées sur des bouteilles d'eau si vous menez une action axée sur le rôle des institutions financières internationales et des compagnies dans le domaine du business de l'eau dans le monde. Si vous voudriez changer le texte de l'étiquette avant de la reproduire prenez attache avec: info@foei.org pour la version électronique

copyright front cover digital vision. inside front cover tatiana roa. pg 3 elf/foe sri lanka. pg 4 kees swart. pg 5 janneke bruil, oxfam-solidarité, www.oxfamsol.be. pg 6 tatiana roa. pg 8 milieudefensie. pg 9 international rivers network. pg 10 liesbeth sluiter, karen grant. pg 12 foe malaysia. pg 13 tomate verde. pg 14 walhi/foe indonesia. pg 15 noticias. pg 16 ann doherty, noticias, tom kruse. pg 17 labor/foe peru. pg 18 international rivers network, hannah griffiths/foe england, wales and northern ireland. pg 19 elf/foe sri lanka. pg 20 foe middle east. pg 21 sobrevivencia/foe paraguay. pg 22 digital vision. pg 23 joseph országh. pg 24 digital vision. pg 25 irene revel. pg 26 bruno mainini, urs leugger-eggimann.

www.foei.org

Publiée en janvier 2003 à Amsterdam, Pays-Bas

Friends of the Earth International